Pour le nucléaire, il n'y a jamais de responsables. Trop d'intérêts sont mêlés...

Hiroaki Koide, professeur assistant au laboratoire de recherche sur les réacteurs nucléaires à l'Université de Kyoto 7 décembre 2011

Source: http://groupes.sortirdunucleaire.org

Tokyo Correspondant - Professeur assistant au laboratoire de recherche sur les réacteurs nucléaires à l'Université de Kyoto, Hiroaki Koide est l'une des voix les plus écoutées sur l'atome, au Japon. Mettant en cause la politique du gouvernement, il a été maintenu pendant près de quatre décennies dans une sorte de "purgatoire" scientifique, comme d'autres chercheurs partageant les mêmes idées. Il est resté "assistant", sans responsabilité et bénéficiant de budgets parcimonieux.

Ses livres mettant en garde contre les risques du nucléaire étaient passés inaperçus. Depuis la catastrophe de Fukushima, ses deux derniers ouvrages, publiés en 2011 (Le nucléaire, ça suffit et Le Mensonge nucléaire), non traduits, figurent parmi les six meilleures ventes. Le blog de ses interventions est l'un des plus consultés parmi ceux consacrés à l'accident de Fukushima.

Neuf mois après Fukushima, quelles leçons tirer?

Les réacteurs sont des machines maniées par l'homme et celui-ci n'est pas infaillible. Après mes études, je voulais consacrer ma vie à l'atome. J'étais un étudiant plutôt conservateur. Puis, au début des années 1970, j'ai assisté à des manifestations contre la construction de la centrale d'Onagawa. Je ne comprenais pas pourquoi. Peu à peu, au fil de mes recherches, j'ai pris conscience des dangers du nucléaire. Pas seulement au Japon à cause des séismes et des tsunamis : dans l'état actuel de la science, l'énergie nucléaire est dangereuse. Partout.

Que pensez-vous de l'attitude du gouvernement japonais? J'en ai honte. Sa réaction à la catastrophe est condamnable à plus d'un titre : sous-estimation des risques, dissimulation des informations et retard dans l'évacuation des populations en les invitant au début à quitter les lieux dans un rayon de 3 km "par précaution". Puis les zones d'évacuation ont été élargies en cercles concentriques alors que les panaches radioactifs se meuvent en fonction du vent.

Que doit faire le gouvernement ?

Arrêter immédiatement les centrales. S'il y a un nouvel accident de cette ampleur, le Japon ne s'en relèvera pas. La menace du manque d'électricité est un leurre : si on refait partir les centrales hydrauliques et thermiques actuellement à l'arrêt, il y aura assez de courant.

La majorité des chercheurs a soutenu pendant des années la politique de Tokyo. Pourquoi ?

La promotion de l'énergie nucléaire est la politique de l'Etat. Les milieux académiques et les médias ont suivi. Et les scientifiques, perdus dans leur monde, ont renoncé à leur responsabilité sociale. L'Etat et les gestionnaires des centrales ont voulu croire - ou ont pris le risque de croire - qu'un accident ne se produirait pas.

Mais les Japonais, premier peuple atomisé, connaissent les risques de l'atome...

Pour beaucoup de Japonais, il existe une différence entre la bombe atomique et l'énergie nucléaire. Et puis, il y a le jeu des intérêts économiques et politiques. L'énergie nucléaire est très rentable pour les compagnies d'électricité (les Japonais payent leur électricité plus cher que le reste du monde...) ; les géants industriels, tels Mitsubishi Heavy Industries, Toshiba, Hitachi, impliqués dans la construction des centrales, suivent leur logique de rentabilité et l'Etat leur laisse la "bride sur le cou".

Puis il y a la politique : le Japon qui, aux termes de sa Constitution, a renoncé à la guerre, entend néanmoins avoir une capacité nucléaire qui lui permette de disposer de matière fissile pour pouvoir, le cas échéant, assembler rapidement une bombe ; enfin, il y a des municipalités de régions délaissées qui pensent qu'une centrale nucléaire leur apportera la prospérité, sans mesurer les risques. Selon vous, l'histoire du nucléaire est celle d'une

discrimination...

La production de cette énergie repose sur le sacrifice de certaines catégories sociales. On construit des centrales non pas près des villes qu'elles fournissent en électricité, mais dans des régions arriérées dont les populations ne savent pas se défendre. On fait prendre les risques maximum d'irradiation non pas aux employés, pour la plupart syndiqués, des opérateurs des centrales mais à ceux des entreprises sous-traitantes : 86 % des victimes d'irradiation pour avoir travaillé près des réacteurs sont des "Gitans du nucléaire", c'est-à-dire des ouvriers temporaires.

Le gouvernement veut tourner la page : le leitmotiv est "reconstruire", "décontaminer"...

Ce que nous appelons le "village nucléaire" - le lobby pronucléaire - reste en place. La décontamination est une nouvelle source de profit pour celui-ci et la reconstruction, une manne pour les entreprises de génie civil. Si on veut décontaminer, c'est tout le département de Fukushima qui doit l'être. Mais où transportera-t-on la terre irradiée ?

"Tourner la page" signifie aussi gommer les responsabilités ?

Pas plus que pour les accidents précédents, de beaucoup plus faible ampleur, il n'y a eu de responsable. Trop d'intérêts sont mêlés.

Après l'accident, il y a eu des manifestations antinucléaires mais pas de mouvement d'opinion. Pourquoi cette apathie ?

Je me pose aussi la question. Les Japonais ont tendance à respecter les hiérarchies et la bureaucratie. Et puis, vers qui se tourner ? Il n'y a pas de relais politique : encore moins avec les démocrates au pouvoir depuis 2009, dont nombre de députés dépendent des syndicats du secteur de l'électricité et de l'industrie lourde.

Pourtant, l'Histoire montre - les luttes ouvrières des années 1950, les mouvements de citoyens contre les maladies de la pollution - que les Japonais ne sont pas toujours passifs...

Dans le premier cas, il y avait des syndicats forts, qui ont été brisés. Dans le second, on a vite vu les tragiques effets de la pollution : la naissance d'enfants handicapés mentaux et moteurs. Et l'opinion s'est réveillée. Dans le cas de Fukushima, il y aura des victimes, beaucoup sans doute, mais le mal se propage lentement et la prise de conscience risque de suivre le même chemin...

Propos recueillis par Philippe Pons